

Allemagne 68

Niall Bond

L'Allemagne occidentale devient en 1968 un des foyers idéologiques principaux d'un mouvement intellectuel international, grâce notamment au rayonnement de l'École de Francfort. L'Allemagne joue aussi un rôle comme courroie de transmission politique, culturelle et sociale entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, en dépit des malentendus entre leurs mouvements respectifs. Nous proposons de retracer les enjeux principaux de la révolte des étudiants en Allemagne sur fond d'oppositions intérieures et extérieures. Les thèmes de la révolte étudiante dans la République fédérale d'Allemagne sont, comme ailleurs, la guerre du Vietnam, le pouvoir de l'industrie et ses conséquences pour la société, la technocratie, l'indépendance judiciaire, les revendications des femmes (thématisées par Heike Sander dans un discours en septembre 1968), l'influence des médias de masse, la course aux armements, la société de consommation et le « matérialisme », la culpabilité de l'*Establishment*, la pollution de l'environnement, les conventions et valeurs dépassées, la liberté d'expression et la liberté de mœurs, notamment sexuelles. L'antifascisme et la critique du capitalisme jouent un rôle en Allemagne que l'on ne retrouve pas outre-Atlantique, (mais, en contrepartie, il n'y a pas, en Allemagne, de mouvement significatif pour les droits civiques des minorités raciales). A la différence de la France ou de l'Italie, l'Allemagne ne connaît pas de mobilisation importante des ouvriers, qui sont, dans la République fédérale, plutôt hostiles aux agissements des intellectuels, comme le démontrent les campagnes contre les mouvements estudiantins dans les organes de presse privilégiés par les ouvriers et la petite bourgeoisie. Au-delà des problématiques transnationales, certaines thématiques sont spécifiques à l'Allemagne : le statut d'un pays vaincu et occupé ; la démocratie parlementaire sous une Grande Coalition et l'absence d'opposition efficace au Bundestag ; la recrudescence d'une « opposition extraparlamentaire » ; les passés de la classe politique et les crimes du nazisme¹. La mondialisation intellectuelle qui résulte de la diaspora des victimes du national-socialisme crée des liens intellectuels entre la Californie et Berlin ou Francfort qui sont en 1968 aussi importants que tous les échanges transnationaux en Europe. Cette mondialisation est amorcée par une moralisation transnationale de la politique étrangère qui s'exprime à travers différentes représentations du mal, où des positions apparemment communes, comme les fronts internationaux des mouvements estudiantins contre le rôle des Etats-Unis au Vietnam ou le sionisme, cachent des motivations diverses : l'autocritique de la société américaine par une jeunesse qui refuse le sacrifice de la vie pour une cause douteuse ne correspond pas aux affects de la jeunesse allemande radicalisée, emportée contre l'hégémonie exercée par le pouvoir américain d'occupation. L'année 1968 est un grand tournant dans l'esprit des

¹ Thomas P. Becker, Ute Schröder (Hrsg.), *Die Studentenproteste der 60er Jahre. Archivführer, Chronik. Bibliographie*, Cologne/ Weimar/ Vienne, Böhlau Verlag, 2000. Simon Kießling, *Die antiautoritäre Revolte der 68er. Postindustrielle Konsumgesellschaft und säkulare Religionsgeschichte der Moderne*, Cologne, Böhlau Verlag, 2006. Rob Burns, *Protest and Democracy in West Germany*, Basingstoke, Macmillan, 1988.

observateurs contemporains : si la révolte des étudiants en Allemagne s'annonce avant 1968, avec l'émergence de mouvements au début des années soixante et des grandes manifestations violentes, Hannah Arendt prédit, dans une lettre à Karl Jaspers, que « les enfants du siècle prochain apprendront l'année 1968 comme nous avons appris l'année 1848 ² ».

Alors que certains aspects de l'expérience allemande sont singuliers – le problème de l'abandon de la tutelle des occupants par l'adoption de lois d'urgence, les problèmes liés à la Grande Coalition, les craintes d'une fin de la démocratie parlementaire –, d'autres témoignent de la naissance d'une société civile transnationale, notamment les « solidarités » entre mouvements d'étudiants allemands et les mouvements d'autres sociétés, les maîtres penseurs de l'École de Francfort. Cette tendance porte les fruits d'un engagement citoyen accru. Mais un autre phénomène, la violence politique, a un effet mimétique sous la forme du terrorisme des années de plomb, provoquant d'autres formes de répression. Nous traitons ici d'abord les valeurs transmises par des philosophes anticapitalistes retournés de la diaspora, pour décrire dans un deuxième temps le mouvement des étudiants qui s'inspire de ces philosophes dans un débat parallèle à celui du Bundestag, celui de l'Opposition extraparlamentaire (APO), avec sa remise en cause du système parlementaire. Alors que les lois d'urgence débattues au Bundestag constituent la thématique intérieure la plus controversée, traitée dans une troisième partie, le mouvement étudiant d'un pays très conscient de la limite de sa voix dans l'ordre de l'après-guerre s'intéresse aussi à la politique internationale, mais sur fond de l'histoire particulière qu'est l'histoire allemande : nous voyons surtout dans cette quatrième partie que les thématiques qui semblent réunir à travers des frontières (par exemple Vietnam ou le sionisme) continuent en vérité à diviser face à l'Histoire. Les cinquième et sixième parties traiteront respectivement l'évolution de l'espace public avec son basculement de mœurs et de relations entre sexes et genres et les violences qui se déchaînent dans la République fédérale d'Allemagne, à un moment où la République démocratique reste apaisée.

Leadership intellectuel et retour de la diaspora

La mondialisation d'une pensée allemande est véhiculée par les protagonistes de l'École de Francfort, par Horkheimer, Adorno et Marcuse (qui ont respectivement 72, 65 et 70 ans en 1968), auteurs icônes d'un mouvement avec lequel ils entretiennent une relation ambivalente. Max Horkheimer, né en 1896, professeur de la philosophie sociale et fondateur de l'Institut für Sozialforschung à Francfort, fermé par les nazis et rouvert après la chute du Troisième Reich, lègue au mouvement d'étudiants son ouvrage de 1967, *Critique de la raison instrumentale*, avec sa mise en cause du « système ³ », fournissant une inspiration pour le mouvement de jeunesse de 1968 semblable à celle de *Gemeinschaft und Gesellschaft* de Ferdinand Tönnies pour le mouvement de jeunesse, la Jugendbewegung un demi-siècle auparavant. Theodor Ludwig Wiesengrund-Adorno, né en 1903, sociologue, philosophe et compositeur, joue le premier rôle intellectuel à l'Institut depuis 1945. Son importance pour le mouvement étudiant réside surtout dans sa critique de l'aveuglement opéré par le

² « *Mir scheint, die Kinder des nächsten Jahrhunderts werden das Jahr 1968 mal so lernen wie wir das Jahr 1848* », dans *Hannah Arendt und Karl Jaspers, Briefwechsel 1926–1969*, Munich Piper, 2001.

³ Max Horkheimer, *Zur Kritik der instrumentellen Vernunft: aus d. Vorträgen u. Aufzeichnungen. seit Kriegsende*, Hrsg. von Alfred Schmidt. - Frankfurt am Main, S. Fischer, 1967.

capitalisme avancé, dénoncé dans *Negative Dialektik* de 1966⁴. Son trajet lie le campus de Francfort avec celui de Berkeley, où il avait publié un travail influent sur la personnalité autoritaire⁵ issu d'une étude sur l'antisémitisme. Adorno participe à des manifestations, comme celle organisée par l'organisation « Notstand der Demokratie » contre les lois d'urgence. Mais ses rapports avec les étudiants allemands évoluent : alors qu'il les compare parfois, dans leur relation violente avec la République fédérale, avec les intellectuels juifs assassinés⁶, il ne partage ni l'antiaméricanisme, ni leur défense de Ho Chi Minh et Mao Zedong, ni leur sectarisme. Ses séminaires sont bloqués de façon réitérée par des étudiants qui le traitent de « réactionnaire ». Pour reprendre ses enseignements, il est finalement obligé de faire intervenir les forces de l'ordre le 7 janvier 1969, et de témoigner contre son étudiant préféré, Hans-Jürgen Krahl, membre éminent du syndicat d'étudiants socialistes, Sozialistischer Deutscher Studentenbund ou SDS. Incapable de continuer ses enseignements, il se rend en Suisse, où il meurt la même année d'un arrêt cardiaque.

Herbert Marcuse, né en 1898, est encore plus impliqué dans le mouvement radicalisé des étudiants. Anciennement membre de l'Office of Strategic Services (précurseur de la CIA) pendant la Deuxième Guerre mondiale, Marcuse devient professeur des sciences politiques à l'université de Californie à San Diego en 1964, occupant ce poste parallèlement, à partir de septembre 1965, à un poste de professeur honoraire à l'Université libre de Berlin. Ses écrits *Triebstruktur und Gesellschaft*⁷ de 1955 et *Der eindimensionale Mensch*⁸ de 1964, ainsi que ses écrits sur la tolérance répressive de 1965, affirmant qu'il n'existe aucune autorité réelle qui ne pratique une tolérance émancipatoire, deviennent les ouvrages de référence du mouvement des étudiants, surtout aux Etats-Unis et en Allemagne. *L'Homme unidimensionnel*, portant sur « l'idéologie de la société industrielle avancée », présente une critique d'une pensée positiviste et scientiste craintive de tout engagement politique, se contentant de la gestion technocratique des injustices et des menaces dans un système dans lequel l'individu est instrumentalisé par la publicité pour faire tourner une société de consommation. L'ouvrage conclut sur le « grand refus » (*grosse Verweigerung*), sur la possibilité de renoncer au système, « *Aussteigen* ». Dans son discours, « la fin de l'utopie », il évoque une révolution pour en finir avec la pauvreté, la misère et l'aliénation du travail, pour dépasser la morale judéo-chrétienne et pour célébrer l'esthétique et l'érotique. Il évoque Fourier et la fin de l'histoire, un état dans lequel le travail nécessaire pour la société sera organisé en harmonie avec les besoins des hommes, une société sans esclavage par les institutions. Marcuse délimite, en même temps, la tolérance : un débat populaire visant la construction d'une société démocratique progressiste ne saurait tolérer les mouvements rétrogrades – ce qui lui vaut le reproche de mépriser le pluralisme. Référence première du SDS, suprême instance de légitimation de la révolte, Marcuse présente des arguments

⁴ Theodor W. Adorno, *Negative Dialektik*, Frankfurt a. M. Suhrkamp, 1966.

⁵ Theodor W. Adorno, *The Authoritarian Personality*, New York, Harper, 1950.

⁶ Dans un courrier à L. Löwenthal et aussi lorsqu'il annonce, après la mort de Benno Ohnesorg, que les étudiants joueraient le rôle des juifs de jadis : voir Wolfgang Kraushaar (Hrsg.), *Frankfurter Schule und Studentenbewegung. Von der Flaschenpost zum Molotowcocktail 1946-1995*, Bd.1 : Chronik; Bd.2 : Dokumente, Bd.3 : Aufsätze und Kommentare, Register Frankfurt, Roger&Bernhard bei Zweitausendeins, 1998.

⁷ Herbert Marcuse, *Triebstruktur und Gesellschaft*, Frankfurt a. M. Suhrkamp, 1965.

⁸ Herbert Marcuse, *Der eindimensionale Mensch*, Neuwied, Luchterhand, 1967

philosophiques de la tradition du droit à la résistance dans un contexte propice à leur récupération, mais il note, dans un courrier à Rudi Dutschke, l'aspect sectaire et irréaliste de beaucoup d'étudiants, et condamne plus tard le terrorisme de la RAF sans ambiguïté. Entre le 10 et le 12 juin 1967, Marcuse tient des communications sur « la fin de l'Utopie », « le problème de la violence dans l'opposition » et « la morale et la politique dans la société d'abondance » dans le grand auditorium de l'Université libre de Berlin. Il passe les années de 1967 à 1969 à Berlin, à Paris, à Londres et à Rome⁹.

Une critique importante de la démocratie parlementaire au moment de sa crise se trouve dans les écrits de Jürgen Habermas, né en 1929, auteur de *Strukturwandel der Öffentlichkeit* de 1961¹⁰. Selon Habermas, les décisions du parlement sont progressivement prises par l'administration à un moment où l'espace public est assujéti à une « ré-féodalisation » à travers la monopolisation de la presse. Habermas défend l'idée d'une démocratie davantage participative, mais il heurte les sensibilités des étudiants en observant que l'Allemagne ne présentait pas les symptômes d'une révolution et que ceux qui y croyaient se trompaient dangereusement. *La Théorie Critique* n'est acceptée par certains que lorsqu'elle critique les autres. Très généralement, le mouvement de la Nouvelle Gauche d'inspiration marxiste ne reconnaît pas que son incapacité à inspirer une résonance au sein des populations ouvrières réside dans les racines romantiques de sa critique du capitalisme : son marxisme est davantage focalisé contre la raison instrumentale que contre les injustices de répartition de la richesse sociale issues de la division du travail, et sa recherche d'espaces d'expression subjective culturelle et sexuelle n'est pas en soi une base de solidarité avec les masses de la population laborieuse. Or, lors de la fondation de « l'Université critique » par des groupes de travail du SDS des universités berlinoises en novembre 1967, l'objectif annoncé est « d'articuler la résistance germant dans les masses des travailleurs de cette ville dans la théorie pour l'impulser dans la pratique¹¹ ». Les principaux objectifs politiques sont atteints dans les universités, où les étudiants visent la représentation paritaire¹². Le combat vise, selon une résolution des étudiants à l'occasion du premier *sit-in* de l'Université libre le 22 juin 1966, « non seulement le droit de faire des études plus longues et pour exprimer notre avis d'une manière plus forte... Il s'agit de soumettre les décisions qui concernent les étudiants à un processus décisionnel démocratique avec participation des étudiants¹³ ».

Opposition extra-parlementaire et mouvement d'étudiants

La préhistoire de la mobilisation d'une partie de la société civile contre l'Etat et ses structures ou contre le consensus politique remonte, dans la République fédérale, aux

⁹ Hauke Brunkhorst, Gertrud Koch, *Herbert Marcuse. Eine Einführung*, Wiesbaden, Panorama Verlag, 2005.

¹⁰ Jürgen Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, Neuwied, Luchterhand, 1962.

¹¹ Tilman Fichter et Siegwald Lönnendonker, *Kleine Geschichte des SDS*, Berlin, Rotbuch-Verlag, 1977.

¹² Jürgen Habermas, *Protestbewegung und Hochschulreform*, Frankfurt a.M., Suhrkamp, 1969.

¹³ Uwe Bergmann, « Das erste 'sit in': Revolte gegen die Ordinarien-Herrschaft », dans *Rebellion der Studenten oder Die neue Opposition. Eine Analyse von Uwe Bergmann, Rudi Dutschke, Wolfgang Lefèvre, Bernd Rabehl*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1968, S. 21.

années 1950. « L'opposition extraparlamentaire » ou APO cherche à articuler une opposition qui ne trouve pas de représentation au parlement. Elle a pour origine le mouvement contre l'armement nucléaire, Kampf dem Atomtod de 1958, un mouvement parallèle au précurseur Free Speech Movement à Berkeley. Après la mise en place d'une grande coalition des grands partis populaires, SPD et CDU/CSU le 1^{er} décembre 1966 sous le chancelier Kiesinger, l'opposition extraparlamentaire est de plus en plus véhémente. Pour une partie de la gauche, la SPD n'est plus apte à représenter ses aspirations en raison des compromissions liées à son engagement dans la grande coalition. Le débat politique se polarise de plus en plus et traduit une opposition viscérale entre des *Weltanschauungsparteien* inconciliables. La Grande Coalition est décrite comme grande conciliation nationale : elle compte parmi ses membres des anciens du NSDAP, comme le chancelier Kiesinger et Schröder du CDU et Horst Schiller du SPD, mais aussi le héros de l'émigration résistante, Willy Brandt du SPD, son adversaire Franz Josef Strauss du CSU, Gustav Heinemann, passé du CDU au SPD, et Herbert Wehner, actuellement du SPD mais anciennement communiste (KPD). L'attaché de presse, Conrad Ahlers, ancien journaliste du *Spiegel*, avait été arrêté en 1962 sur l'ordre de Strauss après la publication d'un article qui critiquait la capacité des forces armées allemandes à réagir à une attaque du pacte de Varsovie, provoquant un large débat sur la liberté de la presse dans la République.

Mais la conciliation au sein de la Grande Coalition au Bundestag est étrangère à la société que ce parlement est censé représenter. Si la technocratie de cette Grande Coalition est prodigue, notamment dans la gestion keynésienne de l'économie par Schiller et Strauss, ce gouvernement de transition ne sera célébré ni par la droite, pour laquelle il représente le déclin, ni par la gauche, pour laquelle il est la compromission morale nécessaire pour l'accès au pouvoir. L'aspect de conciliation rend méfiant une grande partie de l'électorat et le quasi-ensemble des intellectuels. Le constat de l'écart entre la théorie et la réalité de la constitution parlementaire – *Verfassungstheorie* et *Verfassungswirklichkeit* – justifie pour certains puristes un refus du système parlementaire et la construction d'alternatives politiques à la démocratie représentative, impliquant davantage les forces sociales¹⁴. L'APO gagne en ampleur sous la direction du SDS, le Sozialistischer Deutscher Studentenbund ou Fédération d'étudiants socialistes allemands, fondé par des jeunes socio-démocrates en 1946, initialement opposé, sous la présidence de Helmut Schmidt, à l'extrême gauche, mais divorcé du SPD après l'adoption par ce dernier du programme de Bad Godesberg en 1959. Le SDS connaît encore une radicalisation au milieu des années 1960 sous l'influence de la Nouvelle Gauche, de Rudi Dutschke, Dieter Kunzelmann et Bernd Rabehl. Les extrêmes ne sont plus représentés dans le paysage politique de la République fédérale à la suite de l'interdiction de la Sozialistische Reichspartei ou SRP de l'extrême droite en 1952 et de la Kommunistische Partei Deutschlands ou KPD en 1956. Un des résultats de l'évolution de l'espace public en 1968 sera une deuxième conciliation politique nationale sous-tendues par des amnisties politiques et la refondation en toute légalité de partis communistes désormais prêts à reconnaître la validité la loi fondamentale : le DKP en septembre 1968, et le KPD/ML en décembre 1968. Ces partis ne réussissent pas à mobiliser les ouvriers de la République. Cette ouverture vers les communistes à l'intérieur permet plus tard le dépassement du blocage de la politique extérieure entre les deux états allemands, et

¹⁴ Bruno Kaiser et Reinhard Schmoeckel, *Die vergessene Regierung : die grosse Koalition 1966 bis 1969 und ihre langfristigen Wirkungen*, Bonn, Bouvier, 1991.

inaugure, avec les passations du pouvoir à une coalition socio-libérale en septembre 1968, la nouvelle *Ostpolitik* de Willy Brandt, avec ses retentissements planétaires.

Le SDS est animé par des personnalités qui polarisent la société allemande, dont certaines appartiennent au groupement révolutionnaire, « Subversive Aktion », fondé au printemps 1963 par Dieter Kunzelmann, et auquel Bernd Rabehl et Rudi Dutschke adhèrent l'année suivante. Ce groupe est critique de ce qu'il appelle « l'actionnisme latent » des manifestations du SDS, par exemple à l'aéroport de Tempelhof à l'occasion de la visite d'état de Moïse Tshombe, Président du Katanga le 18 décembre 1965, leur reprochant un manque de force et d'impact. Le 1^{er} janvier 1967, une « commune » s'établit dans un grand appartement à Berlin, événement noté par le tabloïd, *Bild*. La « commune » a une vocation hédoniste, mais aussi politique. Dès le 5 avril, onze membres de la « commune » sont arrêtés pour planification d'un attentat contre le vice-président américain Hubert Humphrey à l'occasion de sa visite d'Etat le lendemain : ils envisageaient de lui lancer un pudding¹⁵. Un des personnages les plus remarquables dans ce milieu est un dissident des deux Allemagnes, l'étudiant Rudi Dutschke. Né le 7 mars 1940, Alfred Willi Rudolf Dutschke, étudiant de vingt-huit ans en 1968, présente une trajectoire politisée entre les deux Allemagnes depuis l'insurrection de Budapest en 1956 : à l'Est, il dénonce les restrictions à la liberté de circulation et la politique de militarisation de la Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, et il refuse de participer à l'armée nationale populaire Nationale Volksarmee en 1957. Interdit d'études dans la RDA, il s'installe à Berlin-Ouest en 1961 pour s'inscrire à l'Université libre en sociologie, philosophie et histoire. Il lit Jean-Paul Sartre, Georg Lukacs, Ernst Bloch, Adorno, Horkheimer et Marcuse et devient éditeur de la revue *Anschlag* [affiche ou attentat], revue anticapitaliste et tiers-mondiste. Dutschke occupe une position importante dans le conseil politique du SDS, organisant à partir de 1966 des manifestations contre la réforme universitaire, la Grande Coalition, les lois d'état d'urgence et la guerre en Vietnam. Après le décès de Benno Ohnesorg le 2 juin 1967, Dutschke et le SDS organisent des *sit-in*, appelant les autorités à limoger les responsables politiques et à exproprier l'éditeur Axel Springer, coupable, selon le SDS, de l'exacerbation du conflit. Les revendications de Dutschke paraissent pour la première fois dans les grands médias (comme *Der Spiegel* et *Die Zeit*). Le 18 février 1968, une très grande manifestation organisée à Berlin par les grands partis populaires devient un exutoire pour une haine diffuse mobilisée contre Dutschke. Des bannières portent l'inscription : « *Dutschke Volksfeind Nummer eins* » [Dutschke, premier ennemi du peuple]. Un jeune qui lui ressemble échappe de peu au lynchage. Le 11 avril 1968, Josef Bachmann, un jeune apparemment sous l'influence de l'extrême droite, tire sur Dutschke devant le bureau du SDS au Kurfürstendamm à Berlin. Dutschke est hospitalisé ; il mourra des suites de ses blessures en 1979. Ayant récupéré sa mémoire et la parole, Dutschke décide de partir en 1968 avec son épouse américaine, Gretchen, d'abord en Suisse, ensuite en Italie, au Royaume-Uni et en Irlande, devenant ainsi un vecteur international du mouvement. Les conséquences immédiates de l'attentat sur le mouvement sont de très violentes manifestations, avec des attaques contre les locaux et les camions de

¹⁵ Wolfgang Dreßen, Dieter Kunzelmann, Eckhard Siepmann (Hrsg.), *Das Nilpferd des höllischen Urwalds. Situationisten - Gruppe Spur - Kommune I*, Giessen, Anabas-Verlag, 1991.

livraison d'Axel Springer ; le bilan des troubles de Pâques [*Osterunruhen*] entre le 11 et le 17 avril est lourd : deux journalistes tués à Munich et quatre cents blessés ¹⁶.

Les lectures de Dutschke sont représentatives de sa génération. Il préconise une révolution mondiale pour la libération des hommes de la guerre, de la faim, de l'inhumanité et de la manipulation, se déclarant à la fois chrétien et socialiste. La démocratie représentative n'est qu'une forme de « tolérance répressive » pour Dutschke, visant à manipuler des masses et à protéger les privilégiés. L'Etat face aux problèmes structurels de chômage interviendrait progressivement massivement, menant à un étatsisme intégral. En même temps, la technologie rendrait le salarié progressivement superflu. Reprenant les thèses de Marcuse, Dutschke dénonce la « fausse conscience » de la masse, la rendant incapable de s'apercevoir de la violence structurelle de l'Etat, d'où la nécessité de l'intervention d'un « sujet révolutionnaire », prêt à engager la « longue marche à travers les institutions ». Le 3 décembre 1967, Dutschke annonce dans une interview télévisée son rejet du système parlementaire, qu'il qualifie d'inutile, ne représentant pas les « vrais intérêts de notre population », ne s'engageant pas dans un « dialogue critique avec la population » et tenant le peuple « en minorité ». Dutschke est favorable à l'instauration d'une République de Conseils, inspiré par les *Räterepubliken* mises en place par Luxemburg et Liebknecht au crépuscule de la Première Guerre mondiale. Si son regard est fixé sur les évolutions à l'Ouest, il reprochera plus tard à la gauche de l'Europe occidentale d'avoir laissé pour compte les populations de l'Europe orientale. Dans un entretien avec Jacques Rupnik en 1978 à l'occasion du dixième anniversaire de Mai 1968, il déclare que l'événement marquant de 1968 n'est pas Paris, dont il n'a pris connaissance des événements qu'à partir de son lit d'hôpital, mais Prague, où la tentative de rendre le socialisme davantage humain représente le contraire absolu de la ligne stalinienne défendue par la gauche française ¹⁷.

Une vie à cheval sur la France et l'Allemagne prédestine Daniel Cohn-Bendit à jouer un rôle transnational dans le mouvement de 1968. Né en 1945 d'un père allemand et une mère française, il vit entre 1958 et 1965 en Allemagne, où il passe son *Abitur* à la Odenwaldschule, un internat dans la Hesse, sous l'influence d'un professeur membre du PC en France. Il rentre en France pour faire des études de sociologie à Nanterre. Sa réputation de Dany le Rouge se fait rapidement, au point que sa demande de citoyenneté française lui est refusée. Lorsque Benno Ohnesorg est tué par balle à Berlin, il prédit que le potentiel de violence vu en Allemagne existe aussi ailleurs. Au congrès contre la guerre au Vietnam en février 1968, il fait la connaissance de Rudi Dutschke, et après l'attentat contre Dutschke en avril, il invite Karl Dietrich Wolff, président du SDS, à une réunion avec les étudiants de Nanterre. Après mai 1968, on lui refuse le droit d'entrer en France, et il s'installe à Francfort, où en tant que membre du groupe « Revolutionärer Kampf » ou lutte révolutionnaire, il tente, sans grand succès, de mobiliser les ouvriers. Son évolution marque considérablement les discours d'une gauche alternative allemande aboutissant à la fondation des Verts ¹⁸.

¹⁶ Rudi Dutschke, *Die Revolte. Wurzeln und Spuren eines Aufbruchs*, (éd. Gretchen Dutschke-Klotz, Jochen Miermeister, Jürgen Treulieb) Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1983.

¹⁷ Rudi Dutschke, Jacques Rupnik, « The misunderstanding of 1968. One of the last interviews with Rudi Dutschke », *The European Journal of International Affairs*, n° 6, 1989.

¹⁸ Daniel Cohn Bendit, *Wir haben sie so geliebt, die Revolution*, Berlin, Philo-Verlag, 2001.

Démocratie en état d'urgence ?

Une thématique récurrente de l'histoire allemande est la défense de l'ordre, thématique renouvelée, à la lumière des expériences de Weimar, par un débat sur la démocratie vaillante – « *wehrhafte Demokratie* » – et la nécessité de l'adhésion de tous les Allemands occidentaux à l'ordre fondamental d'une démocratie libérale, la « *freiheitlich-demokratische Grundordnung* ou *fdGo* ». Cet ordre semble pour beaucoup d'Allemands menacé à l'extérieur par le pacte de Varsovie, à l'intérieur par les ennemis de la Constitution (*Verfassungsfemde*), dont les organisations étaient prohibées. Les gouvernements allemands successifs essaient différentes formules pour trouver un équilibre garantissant une adhésion au modèle incarné par la Loi fondamentale tout en évitant une trop grande polarisation et la fuite dans les extrémismes. Ainsi, Gustav Heinemann, ministre de la Justice, œuvre à la fois pour un renforcement de la capacité de l'Etat de se protéger contre les extrémismes et pour une libéralisation de l'espace public. Le triangle entre les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et une Union soviétique menaçante est à l'origine des *Notstandgesetze*, les lois d'urgence, débattues avec autant de passion dans la République fédérale comme nécessaire protection de l'ordre démocratique ou comme signe avant-coureur d'un nouveau régime fasciste. Les lois d'urgence relèvent d'une nécessité imposée par le statut de l'Allemagne comme pays occupé : sans elles, les Alliés continueraient à exercer des droits spéciaux, et pour aboutir à la souveraineté, la République fédérale est obligée d'adopter les lois pour garantir la protection des troupes alliées. Les lois d'urgence prévoient un mécanisme pour garantir le fonctionnement de la République en cas d'attaque de l'extérieur ou de l'intérieur : à la place de l'exercice quasi-exclusif du pouvoir exécutif prévu dans le premier projet, la version de la Grande Coalition prévoit la mise en place d'un « comité commun » composé de membres du Bundestag et du Bundesrat pour éviter l'écartement du Parlement. La manifestation « *Notstand der Demokratie* », le 30 octobre 1966, réunit plus de 5 000 syndicalistes, membres de la SPD, étudiants et universitaires, avec des personnalités très connues comme Marcuse et Heinrich Boll, et le *Sternmarsch*, une manifestation partant de différentes villes qui converge à Bonn le 11 mai 1968, est la plus grande manifestation de l'histoire de la République, regroupant entre 30 et 70 000 personnes. Opposants de la démocratie représentative côtoient, dans ces manifestations, ceux qui cherchent à la préserver à tout prix : la question qui émeut les critiques et les défenseurs de cette loi est de savoir si la menace de la démocratie se trouve davantage dans l'Etat ou dans la société. Nonobstant cette vaste opposition, les lois d'urgence sont adoptées le 30 mai 1968 par le Bundestag avec une majorité de deux tiers après sa troisième lecture, et entrent en vigueur le 28 juin¹⁹. L'ambiance de la République est plus que tendue : des titres alarmistes de politologues se multiplient, prédisant soit une Grande Coalition sans fin²⁰, soit tout simplement la fin de la République²¹.

Révolte allemande et les politiques des autres

¹⁹ Boris Spornol, *Notstand der Demokratie: Der Protest gegen die Notstandgesetze und die Frage der NS-Vergangenheit*, Essen, Klartext-Verlagsges, 2008.

²⁰ Wilhelm Hennis, *Grosse Koalition ohne Ende. Die Zukunft des parlamentarischen Regierungssystems und die Hinauszögerung der Wahlrechtsreform*, Munich, Piper, 1968.

²¹ Ralf Dahrendorf, *Für eine Erneuerung der Demokratie in der Bundesrepublik*, Munich, Piper, 1968.

L'engagement passionnel de l'opinion publique allemande sur la politique à l'étranger – notamment aux Etats-Unis, au Vietnam, en Israël – est dû, entre autres, à l'incidence des discours universalistes du Droit naturel et des Droits de l'Homme sur la société allemande après la défaite de l'Etat nazi. On réclame de bonne foi une cohérence entre les idéaux préconisés et les politiques poursuivies par la puissance victorieuse américaine. L'effet de la moralisation de la *sphère politique* de l'Allemagne est la moralisation de son *espace public*, où les étudiants nourrissent l'espoir d'avoir, à travers leurs positions, un impact positif, en se déclarant par exemple solidaires avec les étudiants en Iran. Le point de focalisation de la protestation dans la République fédérale d'Allemagne devient le Vietnam, mobilisation qui démarre bien avant 1968. En décembre, 1965, le SDS organise une exposition sur le Vietnam du Sud, suivie le 3 février par l'affichage de l'affirmation, par des membres isolés du SDS, que le chancelier Erhard « soutenait le meurtre », et le 5 février 1966 par une manifestation de quelques 2 500 étudiants à Berlin et un *sit-in* devant la Maison d'Amérique (*Amerika-Haus*) ; le recteur de l'Université libre s'en excuse auprès du commandant américain de la ville de Berlin. Le 22 mai 1966, le SDS organise un congrès sur le Vietnam à l'université Goethe à Francfort avec 5 000 participants, au cours duquel Marcuse, activiste dans le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, tient le discours inaugural. Le 17 décembre 1966, des étudiants organisent un « *Weihnachthappening* » un « happening de Noël », sous forme d'une « *Spaziergangdemo* », une « manifestation balade », consistant en la formation sporadique de groupes portant des cadeaux de Noël, distribuant des manifestes et qui se séparant pour se retrouver ensuite plus loin. Ces jeux relativement anodins font l'objet de représailles policières et de nombreux manifestants sont arrêtés. Environ 7 000 personnes participent à la manifestation à Berlin le jour de la protestation internationale contre la guerre au Vietnam, le 21 octobre 1967. Le 18 février 1968 se tient un grand congrès international sur le Vietnam au grand auditorium de l'Université libre de Berlin. Plus de 15 000 personnes participent à la manifestation qui suit, encouragées par l'Offensive du Têt un mois auparavant, avec la destruction quasi totale de Hué et la déstabilisation de Saigon.

Depuis 1968, le spectre de motivations derrière l'engagement en Allemagne contre la guerre au Vietnam fait l'objet de débats. Un aspect du débat aux Etats-Unis – le coût en vie de soldats américains – est absent en Allemagne. Alors que chez certains, la condamnation de l'engagement américain s'intègre dans un mouvement de société civile transnationale, avec une forte solidarité avec le mouvement des étudiants aux Etats-Unis, chez d'autres, le refus de la politique extérieure des Etats-Unis se conjugue avec un mépris affirmé de la culture des Etats-Unis et un franc anti-américanisme. Les étudiants qui scandent « Ho Ho Ho Chi Minh » déclarent une franche sympathie pour le régime de Vietnam du Nord, alors que pour d'autres, seule la légitimité du régime du Sud est en cause, et encore d'autres manifestent par un pacifisme de principe. C'est aussi une occasion pour fustiger la puissance qui avait organisé le tribunal de Nuremberg deux décennies auparavant. Certains établissent un lien entre un antiaméricanisme et un antisionisme virulent dans les mêmes milieux. L'instauration de relations diplomatiques entre la République fédérale d'Allemagne et l'Etat d'Israël en 1965 signifie une rupture de relations avec un nombre d'états du Moyen-Orient. A l'intérieur de l'Allemagne, cette diplomatie est également critiquée. Le politologue Martin Kloke dresse une liste d'actions

antisionistes troubles²² : passant de la campagne contre l'ambassadeur d'Israël Asher Ben-Nathan, – qui, à l'occasion d'un discours à l'université de Munich, est accueilli par les chœurs d'étudiants scandant « *Asher Ben Napalm* », évoquant pour lui des souvenirs de l'époque nazie –, à la participation du président du SDS, Udo Knapp, de Daniel Cohn-Bendit (nonobstant ses origines juives) et de Joschka Fischer à une conférence de l'Organisation de libération de la Palestine à Alger en décembre 1969, où la « victoire finale » sur Israël est conjurée, ou passant encore par les « communiqués militaires » de Fatah (conquête) sur les actions terroristes « réussies » en Israël. Wolfgang Kraushaar livre le récit d'un attentat à la bombe programmé contre une maison paroissiale des juifs par Dieter Kunzelmann le 9 novembre, 1969, anniversaire de la Nuit de Cristal, *Reichskristallnacht*, provocation destinée à créer un lien entre les extrêmes présents et passés et à « décomplexer la gauche allemande à l'égard des juifs ²³ ». Certains protagonistes du mouvement des étudiants de 1968 – tels que Horst Mahler, Bernd Rabehl, et Reinhold Oberlercher – terminent leurs carrières politiques dans l'extrême droite, et Bernd Rabehl va jusqu'à réclamer une place pour Rudi Dutschke dans le panthéon des révolutionnaires nationalistes ²⁴.

Le rapport entre certaines tendances du mouvement de 1968 et le passé national-socialiste semble ainsi équivoque. Alors que d'aucuns estiment que la *Vergangenheitsbewältigung* (le travail sur le passé national-socialiste) n'aurait commencé qu'en 1968 – (l'ouvrage des Mitscherlich sur « l'incapacité de faire le deuil » date de 1967 ²⁵) –, la médiatisation du procès d'Adolf Eichmann en Israël en 1961 et les procès d'Auschwitz à Francfort entre 1963 et 1966 sont tout aussi bien suivis (par environ 20 000 visiteurs) que le débat sur la prescription des crimes du nazisme en 1964 et 1965. Les expositions sur « *Ungesühnte Nazijustiz* » entre 1959 et 1962 et « *Die Vergangenheit mahnt* » entre 1960 et 1962, le congrès du 19 au 21 janvier 1966 sur « le national-socialisme et l'Université allemande » sont bien fréquentés. Les passés troubles du président de la République, Heinrich Lübke, et du Président du Baden-Wurtemberg, Hans Filbinger, font l'objet de critiques progressivement ouvertes, poussant Lübke finalement à une démission de ses fonctions en 1969. En 1968, les confrontations intergénérationnelles sont surtout spectaculaires : le chancelier Kiesinger est giflé le 7 novembre 1968 par une journaliste, Beate Klarsfeld, qui le traite de « nazi ».

Luttes pour l'espace public, émancipation des mœurs

En Allemagne, comme à Berkeley ou à Paris, l'un des enjeux est la libéralisation de la parole et de la critique de la génération gouvernante. Le scandale d'une presse muselée par le pouvoir politique éclate en Allemagne bien avant 1968, avec l'affaire *Spiegel* de 1962, créant une certaine avance dans la lutte pour la libre parole contre l'État par rapport à la France. Le combat dans le domaine des médias en 1968 est surtout celui d'une jeunesse de gauche contre une presse de droite fustigée pour sa

²² Martin Kloke, *Israel und die deutsche Linke. Zur Geschichte eines schwierigen Verhältnisses*, Frankfurt am Main, Haag und Herchen, 1990.

²³ Wolfgang Kraushaar, *Die Bombe im Jüdischen Gemeindehaus*, Hamburg, Hamburger Ed, 2005.

²⁴ Bernd Rabehl, *Rudi Dutschke : Revolutionär im geteilten Deutschland*, Dresden, Ed. Antaios, 2002.

²⁵ Alexander et Margarete Mitscherlich, *Die Unfähigkeit zu trauern. Grundlagen kollektiven Verhaltens*, Piper, Munich, 1967.

manipulation de l'opinion publique dans l'intérêt du patronat, notamment par la presse Springer. La presse de boulevard, surtout la *Bild-Zeitung*, attise les passions par des reportages subjectifs. Le SDS déclare qu'il est dans l'intérêt public d'exproprier le propriétaire de *Bild*, la maison de Springer, en raison de sa manipulation de l'opinion à travers son capital et lance en 1967 la campagne *Enteignet Springer*. Le 1^{er} février 1968, la *Kritische Universität*, une « Université Critique » mise en place par des étudiants, organise une réunion d'information sur la fabrication d'un cocktail Molotov qui conclut sur un diapositif de la tour de la maison d'édition Springer. Lorsque le même mois des vitrines de la filiale berlinoise de la maison Springer sont cassées, ses journaux comparent l'événement à la *Reichskristallnacht*. L'accusation nazie est vite renvoyée, et l'APO compare Axel Springer à Julius Streicher, rédacteur en chef du *Stürmer*, l'hebdomadaire antisémite des nationaux-socialistes ²⁶.

Mais le mouvement est aussi manipulateur de la presse, par exemple dans sa provocation dans le domaine des mœurs. La *Kommune I* se replie sur les valeurs du sexe, des drogues et du rock dès son déménagement en août 1968 dans une usine en friche dans la Stephanstrasse 60, attirant l'attention internationale grâce à la présence du top model Uschi Obermaier. Dans le domaine de l'art, la « cochonnerie à l'Université » de Vienne, ou *Uni-Ferkelei*, devient un événement surmédiatisé. Le 7 juin 1968, l'auditorium 1 du Nouvel Institut de l'université de Vienne se transforme en scène où des artistes actionnistes comme Günter Brus, Otto Muehl et Peter Weibel s'adonnent à corps perdus à des actes obscènes, de la masturbation aux vomissements, en passant par la flagellation et l'étalement de matières fécales sur leurs corps, sur fond de l'hymne national, provoquant une crise nationale et des procès en justice. A partir de novembre 1968, les lycéens à Berlin-Spandau peuvent découper des bons de copulation (« *Radikalinskibeis Schlafpass* ») donnant droit à l'emploi de « *love-in centers* », appartements mis à disposition pour des ébats anonymes et sans lendemain. Ce libertinage est seulement le volet ostentatoire d'un mouvement qui touche plus profondément les vies des persécutés séculaires de la discrimination sexuelle. Le paragraphe 175 du code pénal qui pénalise tout acte homosexuel, - datant de 1872 et exacerbé en 1935 par le régime nazi qui augmenta la peine maximale à dix ans de prison ferme -, devient un simple dispositif de protection de la jeunesse dans la République fédérale en 1969 (suivant d'un an une réforme équivalente dans la République démocratique d'Allemagne). L'adultère est, quant à lui, décriminalisé ²⁷.

L'année 1968 marque non seulement une nouvelle prise de conscience du sexe, mais aussi de l'oppression des femmes. A la 23^e conférence du SDS en septembre 1968, Heike Sander prend la parole pour le « Conseil d'action pour l'émancipation des femmes ». Elle déclare que le SDS est encore une structure patriarcale, et que les femmes ayant fait des études se rendent progressivement compte de leur situation d'opprimées. Il fallait politiser les sujets privés, telle que la difficulté d'achever l'orgasme, à côté du discours typique de la lutte de classes, et favoriser l'éducation collective des enfants dans les *Kinderläden*, les « magasins d'enfants ».

Violences

²⁶ Hans Dieter Müller, *Der Springer-Konzern. Eine kritische Studie*, Munich, Piper Verlag, 1968.

²⁷ Ingrid Gilcher-Holtey, *Die 68er Bewegung. Deutschland, Westeuropa, USA*, München 2001.

Les violences associées à 1968 débutent en Allemagne en 1967. Des manifestations violentes se déchaînent autour de la visite du Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, en juin 1967, confrontant étudiants et « *Jubelperser* », des membres du SAVAK iranien armés et apparemment protégés par la police. Un étudiant anodin, Benno Ohnesorg, est tué par balle par un policier le 2 juin 1967. Le maire, Heinrich Albertz, applaudit aux actions de la police et impute la faute à la victime. L'agent Karl-Heinz Kurras est acquitté le 21 novembre « faute d'intention ». Mais en septembre, Albertz démissionne, en reconnaissant son rôle lors des dérapages. Les manifestations de février 1968 sont tendues. Mais il y a des débordements plus extrêmes. le 3 avril 1968, un groupe autour d'Andreas Baader et de Gudrun Ensslin commet des incendies volontaires dans deux grands magasins de Francfort. Baader et Ensslin sont arrêtés le 5 avril et condamnés, le 31 octobre, à une peine de trois ans de prison ferme. Mais ils disparaissent avant l'entrée en vigueur de leurs peines, regagnant Paris. Ce sont les origines de la Rote Armee Faction et du terrorisme allemand. Après l'attentat sur Dutschke le 11 avril et les violences choquantes qui perdurent jusqu'au 17 avril, le discours à l'intérieur de l'APO tend progressivement à légitimer la violence, qui culmine le 4 novembre 1968 avec la « *Schlacht am Tegeler Weg* », bataille entre environ 1 000 étudiants armés de pavés et la police. Le bilan est de 130 policiers et 21 manifestants blessés. Le fait que la police se sert d'armes à feu justifie pour les communards le stockage d'armements telles que des bombes incendiaires, trouvées par la police à la fin de 1968. Leur devise est désormais « *Macht kaputt, was euch kaputt macht* » : « cassez ce qui vous casse »²⁸.

Le SDS se dissout en raison de sa massification et de sa popularité. Il regroupe des tendances trop opposées et éclate. A la conférence des délégués en septembre 1968, les femmes présentes se plaignent de l'oppression de la femme. L'organisation est abandonnée en 1970. Après la formation d'une nouvelle coalition socio-libérale, la gauche désunie consiste en : une grande majorité loyale à Willy Brandt en septembre 1969 ; les *K-Gruppen*, groupes communistes, avec des orientations maoïstes ou loyales envers l'Albanie, apologistes à l'égard du stalinisme ; les nouveaux partis communistes KPD et DKP/ML ; les féministes ; un milieu autonome qui s'oriente vers un hédonisme postindustriel et qui s'exprime plus tard chez les Verts ; un milieu terroriste autour de la Rote Armee Faction.

Dans l'autre Allemagne, la République démocratique allemande, il n'y a, en 1968, quasiment aucune protestation publique à l'intention du régime, qui avait, quant à lui, participé au financement et à l'organisation de la révolte dans la République fédérale, accueillant plus tard les fugitifs de la justice de la RAF. A la différence du Printemps de Prague ou des protestations en Pologne contre l'interdiction d'une pièce de théâtre d'Adam Mickiewicz, l'événement politique notable en 1968, dans une République démocratique allemande toujours traumatisée par la répression brutale par l'Armée rouge du soulèvement populaire du 17 juin 1953, est la tenue d'un référendum le 6 avril 1968. Selon les résultats officiels, 94,5 % de la population se prononcent pour l'adoption de la nouvelle constitution, qui permet, en revanche, par la suite un rapprochement plus facile avec la République fédérale après l'abandon de fait de la doctrine Hallstein. L'armée de la République démocratique est mobilisée à la frontière tchèque pour éviter tout débordement frontalier : lorsqu'une minorité

²⁸ Kraushaar. Wolfgang (Hg.) (1998), *Frankfurter Schule und Studentenbewegung. Von der Flaschenpost bis zum Molotowcocktail*, 3 tomes, Hamburg, Hamburger Ed., 2003.

dans la République fédérale se mobilise pour le socialisme utopique, la République reste un bastion du socialisme réel.

Bilan

L'impact intellectuel et culturel de l'Ecole de Francfort et de la Nouvelle Gauche est durable, avec un glissement de discours de la lutte de classe et de la place privilégiée du prolétariat vers un individualisme hédoniste et subjectiviste, focalisé sur la réalisation de soi. C'est un individualisme qui aura un impact dans les deux Allemagnes puisque ses valeurs sont véhiculées par les médias audiovisuels. Après 1968, la position sur les deux Allemagnes évolue de la doctrine intransigeante nommée d'après Hallstein à une politique de détente, inaugurée par Willy Brandt, ministre des Affaires étrangères dans la Grande Coalition et architecte de la nouvelle politique de l'Est, *Ostpolitik*, lorsqu'il prend les rênes du gouvernement en tant que chancelier en 1969. Les communistes ne sont plus autant redoutés dans la République fédérale d'Allemagne, et un parti communiste, le Deutsche Kommunistische Partei ou DKP, est fondé en même temps que différents groupuscules communistes en 1968. En même temps, le chemin vers une relation davantage coopérative est aussi préparé dans la République démocratique allemande à travers sa nouvelle constitution. On observe alors une certaine *libéralisation des mœurs* en Allemagne, où des naturistes s'affichent. Un rapport culturel fort avec la nature et une critique traditionnelle de dénaturation destinent l'Allemagne à occuper une place d'avant-garde dans le *mouvement écologiste*. Les gouvernements allemands savent que les efforts fournis dans *l'aide au développement* aux pays du Tiers Monde seront suivis par un soutien de la population. Les *Bürgerinitiativen*, mouvements de citoyens qui peuvent, par la collecte de signatures, initier une législation, sont d'une importance locale, voire régionale (mais sans reconnaissance constitutionnelle à un niveau fédéral). Si ces initiatives avaient existé depuis 1947, elles sont largement favorisées par l'APO. Si l'Allemagne en 1968 est un haut lieu d'incivilités et de violences, le pays fournit aussi des exemples d'une société civile mobilisée mais pacifique, consciente aujourd'hui des acquis de son système, et constructive dans des initiatives transnationales.

L'auteur

Maître de conférences à l'université Lyon 2 et chercheur au Centre de recherche interdisciplinaire sur l'Allemagne à l'EHESS, Niall Bond, docteur ès sciences politiques, est politologue, germaniste et historien des idées, spécialisé dans l'histoire des sciences humaines et des idéologies politiques.

Résumé

L'Allemagne joue un rôle clef en 1968 en raison du charisme intellectuel de personnalités proéminentes dans l'Ecole de Francfort et de sa situation géopolitique. Le mouvement étudiant, qui a peu de soutien chez les travailleurs, thématise la guerre au Vietnam, la société de consommation et la course aux armements, et les interrogations allemandes comme les défaillances de la démocratie parlementaire sous la Grande Coalition, les passés national-socialiste de membres de la classe politique et industrielle de la République fédérale, l'adoption de lois d'état d'urgence et les réformes universitaires. Comme ailleurs, 1968 est une période de provocation : son héritage comprend la libéralisation de l'espace public et de la morale et une société civile vigoureuse, mais aussi le terrorisme.

Abstract

Germany played a key role in 1968 due to the intellectual charisma of prominent figures in the Frankfurt School and its geopolitical situation. The student movement, which enjoyed little support from the working population, focused upon the war in Vietnam, consumerism and the arms race, and specifically German issues such as the shortcomings of parliamentary democracy under a Grand Coalition, the National Socialist pasts of members of the Federal Republic's political and industrialist class, the adoption of emergency laws and university reforms. As elsewhere, 1968 was a period of provocation. Its legacies included a liberalisation of the public sphere and morality, and a vibrant civil society, but equally terrorism.

Mots clés : Ecole de Francfort ; APO ; Grande Coalition ; manifestations, terrorisme.

Key words : Frankfurt School ; Grand Coalition ; terrorism ; demonstration.

Pour citer cet article :

Niall Bond, « Allemagne 68 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N° 6, septembre-décembre 2008.